

Une déviation qui divise les cœurs : L'histoire de Charmeil, Bellerive et Vichy

Quand trafic, nature et dignité humaine entrent en conflit tragique

Charmeil et Bellerive : deux villages pittoresques au cœur de la France, entourés d'un paysage d'une beauté idyllique. Mais cette tranquillité appartient au passé : depuis des années, la région est traversée par une colonne toujours plus importante de camions lourds. Chaque jour, d'innombrables poids lourds, dont beaucoup portent des plaques étrangères, roulent à travers les rues étroites – toujours à la recherche d'un raccourci rapide et bon marché, loin des axes de transit payants. Pour les habitants, c'est devenu une épreuve quotidienne : bruit, pollution et danger permanent rythment leur vie. Tandis que le puissant lobby des transporteurs défend ses intérêts avec vigueur, l'engagement politique pour améliorer la situation reste largement absent.

Au lieu d'obliger strictement le trafic lourd à emprunter les itinéraires spécialement prévus et soumis à péage, on mise sur une « solution » bien connue : la construction d'une nouvelle route de contournement – encore une entaille dans la nature, encore un ruban d'asphalte censé soulager Charmeil et Bellerive. Vichy rêve de cette déviation depuis plus de cinquante ans. En 2016, la première section, le Contournement Sud-Ouest, a été achevée. Mais le prix fut élevé : 18,6 kilomètres de route à travers deux massifs forestiers, des atteintes massives à l'environnement et, au total, 64,5 millions d'euros engloutis dans l'asphalte.

Aujourd'hui, la prochaine phase de construction est en débat : le Contournement Nord-Ouest. Le tracé prévu décrit une courbe douteuse près des quartiers résidentiels, traverse des zones humides d'une grande valeur écologique et des forêts précieuses. La population s'oppose – bruyamment, avec engagement et détermination. Une commission d'enquête indépendante rejette le projet sur tous les plans : aucun intérêt public, aucune autorisation environnementale et aucun accord pour modifier le plan d'urbanisme.

Mais les protestations restent sans effet. La préfecture déclare le projet « d'utilité publique » et écarte l'avis des citoyens concernés.

La démocratie mise à l'épreuve

Où est la participation ? À quoi sert l'Enquête Publique si, de toute façon, ses résultats n'ont aucune conséquence ? Faut-il accepter de telles décisions ou existe-t-il des moyens de s'y opposer ? Beaucoup se demandent si la majorité des habitants a simplement délégué sa responsabilité aux élus et ne s'engage plus. Ou bien la confiance dans la force des protestations et de l'engagement fait-elle défaut ? Précisément dans ces situations, il est plus important que jamais que les citoyens s'unissent, ne se résignent pas et agissent ensemble contre l'injustice. Ce n'est qu'ainsi que la vraie démocratie et le respect de la terre et de ses habitants subsistent.

Occasions manquées et solutions perdues

Il y a cinquante ans, une déviation directe le long de la voie ferrée dans le Vallet de Béron aurait été possible – avec un effort minimal et peu de perte de terres agricoles. Des mesures ciblées contre le bruit auraient même pu apaiser les riverains des villas sur la

colline de Vendat et permettre des mesures efficaces de protection pour les amphibiens tels que les salamandres et les crapauds. Mais à l'époque, la conscience d'une planification durable faisait défaut. L'occasion fut manquée, la vallée classée en réserve naturelle. Aujourd'hui, il est clair : la solution idéale est perdue à jamais.

Intérêts et conflits

Désormais, chacun lutte pour ses intérêts : le maire veut la déviation – son prestige est en jeu. Les habitants des rues existantes aspirent au calme. Ceux qui vivent le long du nouveau tracé craignent pour la qualité de vie de leur foyer. Les défenseurs de l'environnement protestent, car la nouvelle route sacrifierait des zones humides précieuses et des forêts, détruisant des habitats.

Les aspects financiers sont aussi brûlants : les caisses de l'État français sont vides, les communes doivent économiser, et pourtant, 80 millions d'euros – probablement plus de 100 millions – devraient être investis dans le projet. Les chiffres n'ont pas été actualisés depuis des années, et les coûts ne cessent d'augmenter.

Un problème simplement déplacé

Finalement, il faut reconnaître : cette route ne résoudra pas le problème du trafic international de poids lourds, mais le déplacera simplement. La nature sera détruite, la qualité de vie de nombreux habitants va diminuer, le climat en souffrira, et il reste ce sentiment désagréable qu'un projet est en train de voir le jour sans satisfaire personne. L'histoire de Charmeil, Bellerive et Vichy illustre à quel point il est essentiel de chercher ensemble des solutions durables et d'écouter avant de créer des faits irréversibles. Car la terre, la nature et la qualité de vie valent plus que n'importe quel raccourci sur une carte.

Roland SALZMANN